

16 FEV. 1995

A1086

SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de F. 1.350.000
Siège social : 10 Avenue Molière - 67200 STRASBOURG
R.C.S. STRASBOURG B 638 501 130 (63 B 113)

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE

L'an mil neuf cent quatre vingt quatorze,

Le 21 décembre,

A 16 heures,

Les actionnaires de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de F. 1.350.000, divisé en 13.500 actions de F. 1.000 chacune, dont le siège est 10 Avenue Molière - 67200 STRASBOURG, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Directoire selon lettre simple adressée le 6 décembre 1994 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire ; les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance ont été annexés à la feuille de présence.

En l'absence du Président du Conseil de surveillance, et en application des statuts, l'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Luc MOHR, Président du Directoire.

Monsieur Marc NIESS et Madame Elisabeth MOHR, les deux actionnaires acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Rémy LERGENMULLER est désigné comme secrétaire.

Monsieur Michel SCHWARZ, Commissaire aux comptes titulaire, a été régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 6 décembre 1994.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent plus du quart des actions composant le capital social.

En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes,

- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- le rapport du Directoire,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée,

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Directoire,
- Distribution exceptionnelle de dividendes,
- Démission d'un membre du Conseil de Surveillance.

Le Président donne lecture du rapport du Directoire.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire et après avoir constaté :

- que le montant distribuable, au titre de l'exercice 1993, s'élevait à F.1.522.192, était constitué par le "Report à Nouveau" antérieur, soit F.10.611 et le résultat de l'exercice, soit F.1.511.581,
- que ce montant distribuable a été affecté :

* au compte "Report à Nouveau" à concurrence de	F. 3.692
* au compte "Autres Réserves" à concurrence de	F. 830.000
* à une distribution de dividendes aux actionnaires à concurrence de	F. 688.500

approuve la proposition du Directoire et décide la distribution exceptionnelle aux actionnaires d'une somme de F.2.700.000, montant prélevé sur le compte "Autres Réserves".

Le compte "Autres Réserves" se trouve ainsi ramené de F.8.380.000 à F.5.680.000.

L'Assemblée Générale constate que le dividende net par action est de F.200 et l'avoir fiscal correspondant de F.100 pour les actionnaires y ayant droit, soit pour ces derniers un revenu brut de F.300.

SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE
Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de F. 1.350.000
Siège social : 10 Avenue Molière - 67200 STRASBOURG
R.C.S. STRASBOURG B 638 501 130 (63 B 113)

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE
GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'an mil neuf cent quatre vingt quatorze,

Le 31 décembre,

A 17 heures,

Les actionnaires de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de F. 1.350.000, divisé en 13.500 actions de F. 1.000 chacune, dont le siège est 10 Avenue Molière - 67200 STRASBOURG, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Directoire selon lettre simple adressée le 16 décembre 1994 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire ; les pouvoirs des actionnaires représentés et les formulaires de vote par correspondance ont été annexés à la feuille de présence.

En l'absence du Président du Conseil de surveillance, et en application des statuts, l'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Luc MOHR, Président du Directoire.

Monsieur Marc NIESS et Madame Elisabeth MOHR, les deux actionnaires acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Rémy LERGENMULLER est désigné comme secrétaire.

Monsieur Michel SCHWARZ, Commissaire aux comptes titulaire, a été régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 16 décembre 1994.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent plus du tiers des actions composant le capital social.

En conséquence, l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

FACE ANNULÉE
Art. 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- le projet de traité de fusion et ses annexes,
- le récépissé du dépôt au Greffe du projet de fusion,
- un exemplaire du journal d'annonces légales des AFFICHES MONITEUR D'ALSACE ET DE LORRAINE,
- le rapport du Directoire,
- le rapport du Commissaire aux apports et à la fusion,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée,

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

ORDRE DU JOUR

- Rapports du Directoire et du Commissaire aux apports et à la fusion sur le projet de fusion entre le C.R.C.R.A. SARL et la SECAL S.A., la SECAL S.A. absorbant le C.R.C.R.A. SARL,
- Approbation de la convention de fusion par absorption du C.R.C.R.A. SARL, en conséquence approbation des apports, de leur évaluation, de leur rémunération et de l'augmentation de capital en résultant,
- Modification corrélative des statuts,
- Mise en conformité des statuts avec les nouvelles dispositions légales issues des lois des 11 février 1994, 8 avril 1994 et 10 juin 1994.

Le Président donne lecture du projet de traité de fusion, du rapport du Directoire, et du rapport du Commissaire aux apports et à la fusion.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

FACE ANNULÉE
Art. 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée à l'effet de statuer sur un projet de fusion signé le 15 novembre 1994, ainsi que ses annexes, avec la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL, au capital de F.90.000, dont le siège social est 10 Avenue Molière – 67200 STRASBOURG, aux termes duquel cette société ferait apport à titre de fusion de la totalité de son patrimoine, actif et passif, à la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A., reconnaît avoir entendu la lecture :

- du rapport du Directoire sur les points à l'ordre du jour de la présente assemblée,
- du rapport de Monsieur André JUNGBLUT, Commissaire aux apports et à la fusion sur les modalités de la fusion et sur la rémunération des apports faits au titre de cette fusion.
- de la convention de fusion et ses annexes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire ayant pleine et entière connaissance de la convention de fusion et de ses annexes, les approuve purement et simplement et, en conséquence :

- décide la fusion par voie d'absorption de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL par la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A.,
- approuve les apports effectués par la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL à titre de fusion ainsi que l'évaluation qui en a été faite,
- approuve la rémunération de ces apports, l'augmentation du capital de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. qui en résulte,
- prend acte de ce que l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL tenue ce jour a décidé la présente fusion,
- constate ainsi que les conditions auxquelles était subordonnée la fusion sont réalisées et, par conséquent, décide que la fusion de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. et de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL est définitive, cette dernière société étant, de ce fait, dissoute.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire constate que, par la décision prise dans la résolution qui précède, le capital de la société est augmenté de F.1.350.000 à F.1.485.000, par la création de 1.350 actions de F.100 de nominal chacune, entièrement libérées, destinées à être réparties entre les associés de la société absorbée.

Ces 1.350 actions nouvelles de même catégorie que les anciennes, portent jouissance de ce jour et sont entièrement assimilées aux autres actions composant le capital social de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A.

FACE ANNULÉE
Art. 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

La différence entre la valeur nette des biens apportés, F.1.272.110 et la valeur nominale globale des titres créés en numéraire, F.135.000, soit F.1.137.110, sera inscrite au passif du bilan à un compte intitulé "prime de fusion" sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, anciens et nouveaux.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide, comme conséquence de la deuxième résolution qui précède, de compléter l'article 6 des statuts, concernant les apports de la manière suivante :

"Suite à la décision d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 décembre 1994, constatant la réalisation définitive d'une opération de fusion par absorption de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL par la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A., le capital social a été porté de F.1.350.000 à F.1.485.000 par création de 1.350 actions de F.100 de nominal chacune, entièrement libérées et assorties d'une prime de fusion de F.1.137.110."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide, comme conséquence de ce qui précède, de modifier l'article 7 des statuts, concernant le montant du capital social qui se trouve porté de F.1.350.000 à F.1.485.000, comme suit :

"Le capital social, libéré intégralement, s'élève à F.1.485.000. Il est divisé en 14.850 actions de F.100 chacune."

Le reste de l'article est sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne au Directoire les pouvoirs les plus étendus pour l'exécution des décisions prises ci-dessus et pour faire établir tous actes réitératifs, confirmatifs et autres, prendre en tant que de besoin, toutes dispositions d'ordre comptable ou fiscal consécutives à la fusion et généralement faire ce qui sera nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, à l'occasion des modifications statutaires susvisées, de mettre les statuts en harmonie avec les nouvelles dispositions légales, relatives au fonctionnement des sociétés anonymes, issues des lois des 11 février 1994, 8 avril 1994 et 10 juin 1994.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

FACE ANNULÉE
Art. 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer tous dépôts et formalités nécessaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Monsieur Jean-Luc MOHR

Madame Elisabeth MOHR

Monsieur Marc NIESS

Monsieur Rémy LERGENMULLER

4/26 7 63
17-25 = 85
Quatre vingt cinq francs

- 6 JAN. 1985
7 63 4/26

dk

dk

FACE ANNULÉE
Art. 905 du C.G.I.
Arrêté du 20 mars 1958

SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de F. 1.485.000
Siège Social : 10 avenue Molière 67200 STRASBOURG
STRASBOURG B 638 501 130

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL
DE SURVEILLANCE DU 31 DECEMBRE 1994

NOMINATION D'UN NOUVEAU MEMBRE DU DIRECTOIRE

Le projet de fusion entre la SECAL S.A. et le C.R.C.R.A. SARL ayant été approuvé par les Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés, ce jour, Monsieur Jean-Noël CARNEVALI est devenu actionnaire de la SECAL. Nous vous rappelons que Monsieur Jean-Noël CARNEVALI avait été agréé par notre Conseil en date du 29 octobre 1994 dans le cadre de cette opération.

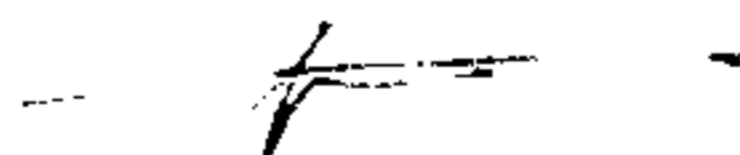
Conformément aux dispositions régissant les professions d'Experts Comptables et de Commissaires aux comptes, trois quarts au moins des membres du Directoire doivent être des Commissaires aux comptes.

Nous vous proposons à cet effet de nommer un membre du Directoire supplémentaire en la personne de Monsieur Jean-Noël CARNEVALI, Expert-Comptable, Commissaire aux comptes, et ce à compter de ce jour.

APRES EN AVOIR DELIBERE, le Conseil de Surveillance approuve, à l'unanimité, la nomination de Monsieur Jean-Noël CARNEVALI en qualité de membre du Directoire pour une durée de 4 années, soit jusqu'au 31 décembre 1998.

Monsieur Jean-Noël CARNEVALI, pressenti, a déclaré ne se trouver sous le coup d'aucune incompatibilité ni interdiction susceptibles de lui interdire l'exercice des fonctions de membre du Directoire et accepter ledit mandat.

Le Président du Directoire



DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

Nous soussignés :

– Monsieur Jean-Noël CARNEVALI, agissant en qualité de dernier Gérant de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE, société à responsabilité limitée au capital de F.90.000 dont le siège social était à 10 avenue Molière – 67200 STRASBOURG, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG sous le N° B 608 500 864,

et

– Monsieur Jean-Luc MOHR,
– Monsieur Marc NIESS,
– Monsieur Rémy LERGENMULLER,
– Monsieur Jean-Noël CARNEVALI

agissant en qualité de seuls membres du Directoire de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE, société anonyme au capital de F.1.485.000 dont le siège social est 10 Avenue Molière – 67200 STRASBOURG, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG sous le N° B 638 501 130.

Préalablement à la déclaration de régularité et de conformité de la fusion, les sociétés CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL et SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A., la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. absorbant la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL, ont fait l'exposé ci-après :

EXPOSE

1/ Le Directoire de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. s'est réuni le 24 octobre 1994 et a arrêté le projet de traité de fusion des sociétés CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL et SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. Ce Directoire a également prévu et préparé les principales formalités à accomplir ultérieurement et donné les pouvoirs nécessaires à la réalisation de ces formalités.

La société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL ayant un Gérant unique, c'est ce dernier qui a seul arrêté le projet de traité de fusion.

2/ Le projet de traité de fusion des sociétés CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL et SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. a été signé par le Gérant de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL et le Président du Directoire de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A., dûment habilité à cet effet, suivant acte sous seing privé en date du 15 novembre 1994.

Ce projet de traité indiquait notamment :

- les motifs, buts et conditions de la fusion,
- la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL apportés à la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A.,
- les modalités de remise des actions et la date à partir de laquelle ces actions donnent droit aux bénéficiaires, ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit, et la date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont, du point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société bénéficiaire des apports,
- les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- le rapport d'échange des droits sociaux,
- le montant prévu de la prime de fusion.

Il disposait enfin que la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL se trouverait dissoute et liquidée du seul fait et au jour de la réalisation de la fusion décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A.

3/ A la requête conjointe du Président du Directoire de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A., et du Gérant du CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL, Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de STRASBOURG, Chambre Commerciale, par ordonnance en date du 25 octobre 1994 a désigné Monsieur André JUNGBLUT, Commissaire aux Comptes inscrit près la Cour d'Appel de COLMAR, en qualité de Commissaire aux apports et à la fusion.

Un rapport a été établi sur les modalités de la fusion.

Ce rapport a été déposé le 30 novembre 1994 au siège de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. et déposé au Greffe du Tribunal d'Instance de STRASBOURG le 22 décembre 1994.

4/ Deux exemplaires du projet de fusion ont été déposés au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG le 25 novembre 1994.

5/ L'avis relatif au projet de fusion a été inséré dans le journal d'annonces légales LES AFFICHES D'ALSACE ET DE LORRAINE du 29 novembre 1994.

La publication de cet avis n'a été suivie d'aucune opposition à la fusion émanant de créanciers sociaux, dans le délai de trente jours prévu à l'article 261 du décret du 23 mars 1967.

6/ L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL réunie le 31 décembre 1994, a approuvé le projet de fusion avec la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. et décidé la dissolution de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL au jour de la réalisation de la fusion

décidée par la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. et de l'augmentation corrélatrice du capital de cette dernière.

7/ L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A., réunie le 31 décembre 1994, a approuvé le projet de fusion et d'augmentation de son capital. Elle a, corrélativement, approuvé l'évaluation des apports, constaté la réalisation de la fusion, de l'augmentation de son capital ainsi que la dissolution de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL.

8/ Elle a d'autre part décidé la mise en harmonie des statuts avec les nouvelles dispositions légales issues des lois des 11 février 1994, 8 avril 1994 et 10 juin 1994.

Elle a décidé de modifier, en conséquence, les articles correspondants des statuts.

9/ Les avis concernant la réalisation de la fusion, l'augmentation du capital de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. et les autres modifications statutaires de cette société, la dissolution de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL, ont été publiés dans les AFFICHES D'ALSACE ET DE LORRAINE.

Ces avis contenaient toutes les mentions prévues respectivement aux articles 287 et 290 du décret du 23 mars 1967.

Cet exposé étant fait, il est passé à la déclaration ci-après :

DECLARATION

Les soussignés déclarent que :

– la fusion des sociétés CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL et SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. par absorption de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL par la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux règlements,

– la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL est définitivement dissoute et liquidée,

– la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. a régulièrement augmenté son capital dans les conditions stipulées au contrat de fusion en rémunération des apports faits par la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL.

Les modifications corrélatives des statuts de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. ont été réalisées en conformité de la loi et des règlements.

Avec deux originaux de la présente déclaration, les soussignés déposent :

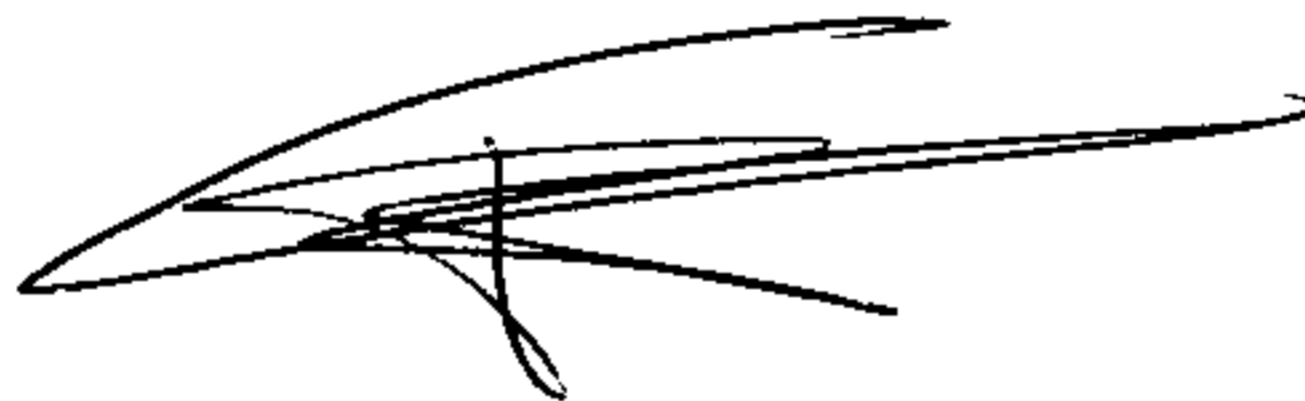
– une copie du récépissé de dépôt du traité de fusion et de ses annexes au Greffe du Tribunal d'Instance de STRASBOURG,

- une copie du récépissé de dépôt du rapport du Commissaire aux apports et à la fusion au Greffe du Tribunal d'Instance de STRASBOURG,
- deux exemplaires originaux du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A.
- deux exemplaires originaux du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL,
- une copie du journal d'annonces légales,
- deux exemplaires certifiés conformes des statuts mis à jour de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A.
- un formulaire M2 pour la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A.
- un formulaire M4 pour le CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL.

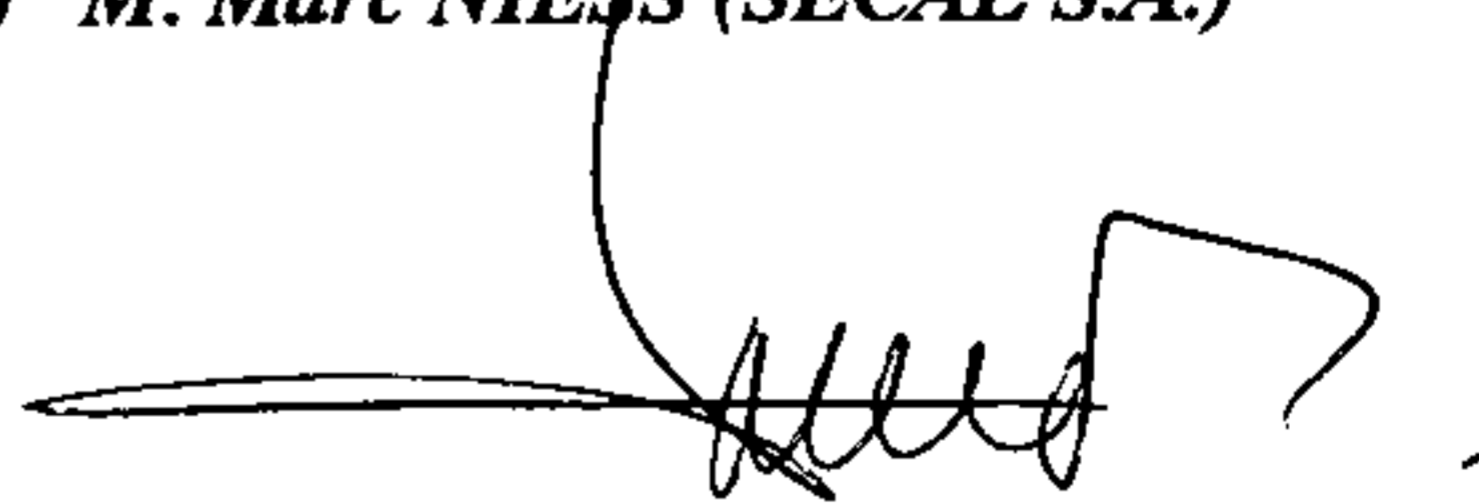
La présente déclaration est faite conformément aux prescriptions de l'article 6 de la loi du 24 juillet 1966 en vue de parvenir à la modification des termes de l'inscription de la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A. au Registre du Commerce et des Sociétés et à la radiation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL.

Fait à STRASBOURG
Le 17.01.95
En six exemplaires

M. Jean-Noël CARNEVALI (CRCRA SARL)



M. Jean-Luc MOHR (SECAL S.A.) M. Marc NIESS (SECAL S.A.)

M. Rémy LERGENMULLER (SECAL S.A.) M. Jean-Noël CARNEVALI (SECAL S.A.)




SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance

Au capital de F. 1.485.000

Siège social : 67200 STRASBOURG - 10, avenue Molière

R.C.S. STRASBOURG B 638 501 130 (63 B 113)

S T A T U T S
=====

MIS EN CONFORMITE AVEC LE PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 31 DECEMBRE 1994

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront être créées ultérieurement, une société anonyme comprenant un Directoire et un Conseil de Surveillance, qui sera régie par les présents statuts et par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment les articles 118 à 150 de la loi du 24 juillet 1966.

La société est inscrite :

- au Tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Strasbourg, pour l'exercice de la profession d'Expert-Comptable ;
- sur la liste de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes du ressort de la Cour d'Appel de Colmar, pour l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes.

.../...

Article 2 - Objet

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'Expert-Comptable, telle qu'elle est définie et réglementée par l'ordonnance du 19 septembre 1945 modifiée et complétée par le décret du 15 octobre 1945 modifié, par le décret du 24 août 1963, par la loi du 31 octobre 1968 et par le décret du 19 février 1970 ;
- l'exercice de la profession de Commissaire aux Comptes telle qu'elle est définie et réglementée par les articles 219 à 235 de la loi modifiée du 24 juillet 1966, par les articles 186 à 194 du décret modifié du 23 mars 1967 et par le décret du 12 août 1969 ;

et, en général, toutes opérations industrielles ou commerciales se rattachant directement ou indirectement à l'objet ainsi déterminé ou de nature à favoriser le développement de la société.

Article 3 - Dénomination

La société a pour dénomination :

"SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE".

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention "société anonyme régie par les articles 118 à 150 de la loi sur les sociétés commerciales" et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à 67200 STRASBOURG (Hautepierre) 10, avenue Molière.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département et des départements limitrophes, par simple décision du Conseil de Surveillance, qui doit être ratifiée par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Article 5 - Durée

La durée de la société reste fixée à soixante années à compter du 1er janvier 1963.

A l'expiration de ladite durée, elle sera prorogée chaque fois pour une nouvelle période de vingt ans, à moins de dissolution anticipée ou prorogation différente.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 - Apports

Lors de la constitution de la société, Monsieur Jean-Paul MOHR a apporté du mobilier et du matériel estimés à la somme de F. 9.000.

Il a, en outre, été fait des apports en numéraires pour un montant total de F. 1.000.

Par Assemblées Générales Extraordinaires en date du 20 mai 1965 et du 14 juin 1965, dont le procès-verbal de la première assemblée a été enregistré à Strasbourg S.S.P. le 23 juin 1965, Vol. 102 Fol. 92 n° 130/63 et de la deuxième assemblée à Strasbourg S.S.P. le 23 juin 1965, Vol. 102 Fol. 92 n° 130/64, le capital social a été porté de F. 10.000 à F. 100.000 par apport de la clientèle du cabinet de comptable agréé de Monsieur Jean-Paul MOHR.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 4 novembre 1969, enregistrée à Strasbourg S.S.P. le 2 décembre 1969, Vol. 103 Fol. 62 n° 217/82, le capital social a été porté de F. 100.000 à F. 145.000 par incorporation du cabinet de Monsieur Théodore STECK pour un montant de F. 45.000.

Par procès-verbal en date du 19 août 1970, enregistré à Strasbourg R.D. le 26 août 1970, Vol. 1 Fol. 20 n° 626/46, le capital social a été porté de F. 145.000 à F. 150.000 par voie d'absorption de l'intégralité de l'actif et la prise en charge du passif de la société "SECAL".

.../...

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 décembre 1974 a décidé de porter le capital social de F. 150.000 à F. 450.000 par incorporation de la Réserve Ordinaire à concurrence de F. 150.000 et par compensation de créances à concurrence de F. 150.000.

Suivant procès-verbal du 29 juin 1981, l'Assemblée Générale Mixte a augmenté le capital social de F. 900.000 pour le porter de F. 450.000 à F. 1.350.000 par voie d'incorporation d'une somme de F. 900.000 prélevée sur les réserves.

Suite à la décision d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 décembre 1994, constatant la réalisation définitive d'une opération de fusion par absorption de la société CENTRE DE REVISION COMPTABLE DE LA REGION ALSACE SARL par la SOCIETE D'ETUDES COMPTABLES D'ALSACE ET DE LORRAINE S.A., le capital social a été porté de F.1.350.000 à F.1.485.000 par création de 1.350 actions de F.100 de nominal chacune, entièrement libérées et assorties d'une prime de fusion de F.1.137.110.

Article 7 - Capital social

Le capital social, libéré intégralement, s'élève à F.1.485.000. Il est divisé en 14.850 actions de F.100 chacune.

Le capital social peut être augmenté ou diminué par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire ou Ordinaire conformément aux prescriptions légales.

Les actions sont nominatives.

I. Les actions donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'actionnaire, selon les modalités prévues par la loi et règlements en vigueur.

II. Même en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Conseil de Surveillance.

A cet effet, le cédant doit notifier à la société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du Conseil de Surveillance, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Conseil de Surveillance est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

III. Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

IV. En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation du Conseil de Surveillance dans les conditions prévues au § II ci-dessus.

V. La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au § II ci-dessus.

Article 8 Administration de la Société

La société est dirigée par un Directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Lorsqu'une opération exige l'autorisation du Conseil de Surveillance et que celui-ci la refuse, le Directoire peut soumettre le différend à l'Assemblée Générale des actionnaires qui décide de la suite à donner au projet.

Article 9 - Directoire

Le Directoire est composé de deux membres au moins et de cinq membres au plus, nommés par le Conseil de Surveillance.

Toutefois, si le capital social n'atteint pas F. 600.000, les fonctions dévolues au Directoire peuvent être exercées par une seule personne qui prend alors le titre de Directeur Général unique.

Le Président ou le Directeur Général unique doit être un associé expert-comptable.

Toutes les dispositions des présents statuts visant le Directoire s'appliquent au Directeur Général unique, à l'exclusion de celles qui postulent la collégialité du Directoire.

Les membres du Directoire sont obligatoirement des personnes physiques, qui peuvent être choisies en dehors des actionnaires, sauf pour le Président ou le Directeur Général, même parmi le personnel salarié de la société.

Si un membre du Conseil de Surveillance est nommé au Directoire, son mandat au Conseil prend fin dès son entrée en fonctions.

Un membre du Directoire ne peut accepter d'être nommé à un autre Directoire, ou Directeur Général unique, ou Président du Conseil d'Administration d'une autre société, sans y avoir été autorisé par le Conseil de Surveillance.

Tout membre du Directoire peut être révoqué par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil de Surveillance. Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de membre du Directoire ne mettra pas fin à ce contrat.

Article 10 - Durée des fonctions des membres du Directoire

Le Directoire est nommé pour une durée de quatre ans. En cas de vacance, le Conseil de Surveillance doit pourvoir immédiatement au remplacement du poste vacant, pour le temps qui reste à courir jusqu'au renouvellement du Directoire.

Tout membre du Directoire est rééligible.

Nul ne peut être nommé membre du Directoire, s'il est âgé de 65 ans. Tout membre du Directoire en fonction venant à dépasser cet âge est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil de Surveillance.

Le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du Directoire sont fixés par le Conseil de Surveillance dans l'acte de nomination.

Article 11 - Organisation et fonctionnement du Directoire

I. Le Conseil de Surveillance confère à l'un des membres du Directoire la qualité de Président.

Il peut désigner un Vice-Président dont les fonctions consistent exclusivement à présider les séances en l'absence du Président.

II. Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Il est convoqué par le Président ou par deux de ses membres au moins.

.../...

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié au moins des membres est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des membres composant le Directoire. En cas de partage, la voix du Président de la séance est prépondérante.

III. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres ayant pris part à la séance, sans que l'omission de cette formalité puisse entraîner la nullité des décisions prises.

Le procès-verbal mentionne le nom des membres présents ou représentés et celui des membres absents.

Ces procès-verbaux sont soit reproduits sur un registre spécial, soit enliassés.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Directoire ou par un de ses membres, et en cours de liquidation par un liquidateur.

IV. Les membres du Directoire peuvent répartir entre eux les tâches de Direction. Toutefois, cette répartition ne peut en aucun cas avoir pour effet de retirer au Directoire son caractère d'organe assurant collégialement la Direction Générale de la Société.

V. Le Conseil de Surveillance peut nommer, parmi les membres du Directoire, un Directeur Général, ayant pouvoirs de représentation vis-à-vis des tiers.

Le Président peut alors ne pas être associé Expert-Comptable, si le Directeur Général est un associé Expert-Comptable.

Article 12 - Pouvoirs du Directoire

I. Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la société sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi au Conseil de Surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toutes autres limitations des pouvoirs du Directoire sont inopposables aux tiers.

II. Le Directoire a la faculté de déléguer partie de ses pouvoirs qu'il jugera utile.

Article 13 - Représentation vis-à-vis des tiers

Le Président du Directoire et le Directeur Général représentent la société dans ses rapports avec les tiers.

Les nominations et cessations de fonctions des membres du Directoire doivent être publiées conformément à la loi.

Les actes engageant la société vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du président du Directoire ou du Directeur Général ou de tout fondé de pouvoirs dûment habilité à l'effet de ces actes.

Article 14 - Conseil de Surveillance

I. Le Conseil de Surveillance est composé de 3 membres au moins et de 24 au plus sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de société, les membres du Conseil de Surveillance sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire, pour une durée de six années au plus.

Les fonctions d'un membre du Conseil de Surveillance prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé lorsque l'assemblée est tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Tout membre du Conseil de Surveillance sortant est rééligible.

Nul ne peut être nommé membre du Conseil de Surveillance si, ayant dépassé l'âge de 70 ans sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil, le nombre des membres ayant dépassé cet âge. D'autre part, si du fait qu'un membre du Conseil en fonctions vient à dépasser l'âge de 70 ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, le membre du Conseil de Surveillance le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

II. Une personne morale peut être nommée au Conseil de Surveillance. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était membre du Conseil en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être confirmé à chaque renouvellement du mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier sans délai à la société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

III. En cas de vacance, par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges, le Conseil de Surveillance peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations effectuées par le Conseil de Surveillance sont soumises à la ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Le membre du Conseil de Surveillance nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir de son prédécesseur.

Si le nombre des membres du Conseil de Surveillance devient inférieur à trois, le Directoire doit convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil de Surveillance.

IV. Chaque membre du Conseil de Surveillance doit être propriétaire d'une action.

Ces actions sont inaliénables.

Article 15 - Organisation et fonctionnement du Conseil de Surveillance

I. Le Conseil de Surveillance élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président qui sont chargés de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats. Ils sont nommés pour la durée de leur mandat au Conseil de Surveillance. Ils sont toujours rééligibles.

Le Président et le Vice-Président sont des personnes physiques, leur limite d'âge étant fixée à 70 ans.

Le Conseil peut nommer un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

II. Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son Président ou, à défaut, de son Vice-Président.

Le Président doit convoquer le Conseil dans les quinze jours lorsqu'un membre au moins du Directoire ou le tiers au moins des membres du Conseil de Surveillance lui présente une demande motivée en ce sens.

Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent convoquer le Conseil en mentionnant l'ordre du jour.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout membre du Conseil peut donner, même par lettre ou télégramme, mandat à un de ses collègues de le représenter à une séance du Conseil.

La présence effective de la moitié au moins des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues. En cas de partage, la voix du Président de la séance est prépondérante.

III. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du Conseil participant à la séance.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 16 - Rémunération des membres du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale peut allouer aux membres du Conseil de Surveillance une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société.

Le Conseil de Surveillance répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

Le Conseil peut, en outre, allouer à certains de ses membres des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou mandats à eux confiés.

Aucune autre rémunération, permanente ou non, ne peut être versée aux membres du Conseil de Surveillance.

Article 17 - Attributions du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire et donne au Directoire les autorisations préalables à la conclusion des opérations que ce dernier ne peut accomplir sans son autorisation.

Il nomme les membres du Directoire, en désigne le Président et, éventuellement, les directeurs généraux ; il propose à l'Assemblée Générale leur révocation et fixe leur rémunération.

Il convoque l'Assemblée Générale des actionnaires, à défaut par le Directoire de le faire.

Il autorise les conventions visées sous l'article 18 ci-après.

Il autorise le Directoire à consentir, au nom de la Société, tous avals, cautions et garanties.

A toute époque de l'année, le Conseil de Surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Une fois par trimestre au moins, le Directoire présente un rapport au Conseil de Surveillance.

Dans le délai de trois mois à compter de la clôture de l'exercice, le Directoire doit présenter au Conseil de Surveillance, aux fins de vérification et de contrôle, le compte de résultat, le bilan et l'annexe.

Le Conseil de Surveillance présente à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du Directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice.

Le Conseil de Surveillance peut conférer, à un ou plusieurs de ses membres, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 18 - Conventions entre la Société et un membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance

Toute convention à l'exception de celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et l'un des membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

.../...

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur, directeur général ou membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance de l'entreprise.

TITRE III

ASSEMBLEES GENERALES

Article 19 - Règles générales

§ 1. - Les actionnaires sont réunis, chaque année, en Assemblée Générale Ordinaire, au jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation, dans les six premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice, sous réserve de la prolongation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut, en outre, être convoquée extraordinairement.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée lorsqu'il y a lieu de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Extraordinaire à caractère constitutif se réunit dans le cas prévu à l'article 193 de la loi.

§ 2. - L'Assemblée Générale est convoquée par le Directoire, ou à défaut par le Conseil de Surveillance, ou par le Commissaire aux Comptes dans les conditions de l'article 194 du décret, ou par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou de plusieurs actionnaires réunissant le 1/10 au moins du capital social.

La convocation est faite, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, quinze jours avant la date de l'assemblée, sur première convocation, soit par lettre recommandée adressée dans le même délai à chaque actionnaire, dans la mesure où toutes les actions sont nominatives. Dans le premier cas, les titulaires d'actions nominatives depuis un mois à la date de la convocation sont convoqués par lettre ordinaire.

.../...

Le délai entre la dernière de ces lettres et la date de l'Assemblée est de quinze jours sur première convocation et six jours sur convocation suivante.

L'ordre du jour est fixé par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins 5 % du capital, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour, dans les conditions des articles 128 et 131 du décret, de projets de résolution ne concernant pas la présentation de candidats au Conseil de Surveillance. Pour pouvoir user de cette faculté, les actionnaires sont avisés suivant les modalités et dans les délais prévus par les articles 129 ou 130 du décret.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première assemblée.

La formule de procuration envoyée par la société ou la personne désignée par elle à cet effet doit informer les actionnaires d'une manière très apparente que s'ils en font retour sans indication du mandataire, il sera émis en leur nom un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Directoire : à la formule de procuration, doivent être joints les documents énumérés par l'article 133 du décret.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance et procéder à leur remplacement.

§ 3. - L'information des actionnaires, préalablement à toute assemblée est assurée :

a) par l'envoi, sur leur demande, à tout actionnaire nominatif :

- de l'ordre du jour de l'assemblée ;
- des projets de résolution, de notice sur les membres du Conseil de Surveillance et, le cas échéant, sur les candidats au Conseil ;
- de documents et tableau concernant les comptes sociaux ;
- ainsi que du rapport du Directoire et des observations du Conseil de Surveillance et, pour les Assemblées Extraordinaires, du rapport des Commissaires aux Comptes.

b) par la tenue à la disposition des actionnaires, dans les délais prévus par la loi, au siège social, des documents ci-dessus, ainsi que de l'inventaire social, de la liste des actionnaires, et de l'indication du montant global des rémunérations versées aux cinq ou dix personnes les mieux rémunérées de la société, ainsi que des rapports du Commissaire aux Comptes.

§ 4. - L'Assemblée Générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions ; nul ne peut y représenter un actionnaire s'il n'est lui-même actionnaire ou conjoint d'actionnaire.

Le droit de participer aux assemblées est subordonné à l'inscription de l'actionnaire sur le registre des actions nominatives cinq jours avant la réunion.

§ 5. - L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil de Surveillance. En son absence, elle élit son Président. En cas de convocation par le(s) Commissaire(s) aux Comptes, par un mandataire de justice ou par le(s) liquidateur(s), l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée disposant du plus grand nombre de voix et acceptant ces fonctions. Le bureau désigne un secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, sans limitation, sauf dans les Assemblées Générales constitutives ou à caractère constitutif dans lesquelles chaque actionnaire ne peut disposer de plus de dix voix. Le mandataire d'un actionnaire dispose des voix de son mandat dans les mêmes conditions et la même limite.

§ 6. - Les délibérations de l'Assemblée Générale sont constatées par des procès-verbaux contenant toutes les indications prévues par l'article 149 du décret et inscrits sur un registre spécial ; ils sont signés par les membres du bureau ; les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le Président ou Vice-Président du Conseil de Surveillance ou par un membre du Directoire. Ils peuvent également être signés par le secrétaire de l'assemblée.

§ 7. - L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires ; ses délibérations prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 20 - Assemblées Générales Ordinaires

§ 1. - L'Assemblée Générale Ordinaire doit, pour délibérer valablement, être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins des actions ayant le droit de vote ; à défaut, l'assemblée est convoquée à nouveau. Dans cette seconde réunion, les décisions sont valablement prises quel que soit le nombre d'actions représentées, mais elles ne peuvent porter que sur les questions à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

§ 2. - L'Assemblée Générale Ordinaire entend le rapport du Directoire et les observations du Conseil de Surveillance ainsi que les rapports du ou des Commissaires, elle discute, approuve ou redresse les comptes, fixe les dividendes et les jetons de présence, nomme ou révoque les membres du Conseil de Surveillance et les Commissaires, leur donne quitus de leur mission, ratifie les cooptations de membres du Conseil de Surveillance, statue sur les conventions intervenues entre la société et ses dirigeants, couvre la nullité des conventions conclues sans autorisation, confère au Conseil de Surveillance les autorisations nécessaires, et délibère sur toutes propositions portées à son ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 21 - Assemblées Générales Extraordinaires

§ 1. - Les Assemblées Générales Extraordinaires ne sont régulièrement constituées et ne délibèrent valablement qu'autant qu'elles sont composées d'actionnaires représentant le tiers ou le quart du capital social, sur première ou deuxième convocation.

Les délibérations sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

§ 2. - L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, à condition de ne pas augmenter les engagements des actionnaires, sauf l'achat de rompus en cas de regroupement d'actions, d'augmentation ou réduction de capital, de fusion ou de scission.

Elle peut notamment changer la nationalité de la société sous les conditions exprimées par la loi, ou encore, modifier l'objet social, augmenter ou réduire le capital social, proroger ou réduire la durée de la société, décider sa fusion ou sa scission avec une autre ou d'autres sociétés, la dissoudre par anticipation, la transformer en société de toute autre forme, dans les conditions des articles 236 à 238 de la loi.

TITRE IV

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 22 - Nomination et rôle des Commissaires

L'assemblée générale désigne ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants remplissant les conditions fixées par la loi et les règlements.

Les Commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice. Ils sont rééligibles. Les Commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la loi.

TITRE V

COMPTES ET AFFECTATION OU REPARTITION DES BENEFICES

Article 23 - Comptes

Chaque exercice social a une durée de douze mois qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

.../...

A la clôture de chaque exercice, le Directoire dresse l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et une annexe, il établit en outre un rapport de gestion écrit.

Ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux comptes dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

A compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de quinze jours qui précède la date de la réunion, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social des documents dont la communication est prévue par les lois et règlements en vigueur.

Article 24 - Bénéfices

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

TITRE VI

DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

Article 25 - Dissolution - Liquidation

A l'expiration du terme fixé par les statuts, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, l'Assemblée Générale ou, le cas échéant, le Tribunal de Commerce règle le mode de liquidation, nomme le ou les liquidateurs et fixe leurs pouvoirs.

Sous réserve des restrictions prévues par les articles 394 et 395 de la loi, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la société, et d'éteindre son passif. Ils pourront, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits, actions et obligations de la société dissoute.

Le produit net de la liquidation après le règlement du passif est employé à rembourser complètement le capital libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti, en espèces ou en titres entre les actionnaires.

Article 26 - Contestations

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet et à raison des affaires sociales, sont soumises à deux arbitres, chacune des parties désignant un arbitre.

A défaut par l'une des parties de désigner un arbitre dans les huit jours de la demande qui lui a été faite, par lettre recommandée, comme au cas où les arbitres sont empêchés de remplir leur mission ou ne se mettent pas d'accord, il est procédé à la nomination d'un tiers arbitre, en remplacement des premiers arbitres, sur simple ordonnance rendue par le Tribunal de Grande Instance - Chambre Commerciale - du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Toute sentence des arbitres ou du tiers arbitre emportera décision. Tout actionnaire renonce à l'avance à tous recours ou appels contre ladite sentence.



LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE